

L'ŒUVRE

14, Rue Drouot
Téléphone : GUT. 02-71, BERG. 40-51
Après minuit : GUT. 59-39

Directeur :
GUSTAVE TÉRY

ABONNEMENTS			
1 An	6 Mois	3 Mois	1 MOIS
18 fr.	9 fr.	4 fr. 50	4 fr. 50

Le Président de la République française a dit hier au prince héritier de Serbie :

« Dans cette froide volonté de tenir et de vaincre, nous ne séparons pas notre cause de celle de nos alliés et amis. »

Les deux Clemenceau

Il est impossible de se dissimuler que la presse accueille plutôt fraîchement le projet de M. Paul-Meunier. Vous savez que cet excellent député n'ayant pas réussi à nous mettre à l'abri des coups de la censure, nous a confié son intention de revenir à la charge. Mais la presse ne tient pas plus que Martine à être défendue. Le Figaro, qui prit naguère l'initiative d'une protestation contre des abus dont M. Briand n'était pas encore responsable, ne pouvait décemment ne pas insérer la lettre de M. Meunier que nous avons publiée hier. Mais il ne l'a pas fait suivre d'une seule syllabe de commentaire : et, en pareille matière, qui ne dit mot ne consent pas.

Naturellement, aucun de nos grands marchands de petites annonces n'a daigné y faire la moindre allusion. La liberté de la presse, qu'est-ce que c'est que ça ? Qu'est-ce que ça rapporte ? Si on la leur donnait, qu'est-ce qu'ils en feraient ?

Reste la demi-douzaine de journalistes qui survivent encore aux journaux, et je suis obligé de dire que j'appelle journalistes (en m'excusant de cette définition paradoxale) ceux qui écrivent journalièrement pour les feuilles publiques et qui, à leurs risques et périls et à la vieille franquette, mettent naïvement au bas de leurs articles le nom qu'ils tiennent de leurs pères. Or, parmi ceux-là, — que l'on compte, — je ne vois guère qu'Ernest Judet qui donne, comme moi, son approbation pleine à M. Meunier. Quant à M. Clemenceau, son journal déclare en termes expressés que l'entreprise du député de l'Aube n'a aucune raison d'être.

Qu'est-ce donc que demande M. Paul-Meunier ? Oh ! tout simplement, tout modestement ceci : 1° que l'on ne suspende plus les journaux par mesure de police administrative ; 2° qu'Anastasie ne puisse pas faire arrêter préventivement les journalistes qui ne partagent pas toutes les opinions de M. Jules Gautier.

L'intention de M. Paul-Meunier est évidemment excellente, dit le journal de M. Clemenceau. Nous permettra-t-il néanmoins d'ajouter que son texte de loi est absolument superflu ? La suspension des journaux constitue en effet une illégalité absolue. Ni la loi sur l'état de siège, ni la loi sur la presse, ni la loi du 5 août 1914 n'autorisent la mesure de police préventive pratiquée sous le nom de suspension. La saisie, dans certains cas, est légale. L'interdiction par avance de ce qu'un journaliste pourrait songer à écrire ne l'est à aucun titre.

Soit ; mais les exemples récents ne prouvent-ils pas qu'il est devenu indispensable de le mieux établir par un débat public ? Et ce qui est vrai de la suspension l'est-il de « l'arrestation préventive » ? Qui nous dit qu'un ministre, enhardi par l'impunité, n'aura pas recours à cette nouvelle contrainte pour se débarrasser d'un critique ou d'un contradicteur gênant ? Et n'est-il pas monstrueux, même en temps de guerre, que l'on puisse jeter en prison un écrivain sur le seul soupçon d'idées qu'il n'a pas encore exprimées, mais qu'on lui prête l'intention de confier à ses lecteurs ?

Toutes les formules législatives seront inefficaces, ajoute M. Clemenceau, tant que le gouvernement de la seule manifestation parlementaire que comporte son attitude serait de l'in-

viter au respect des lois, dont il affiche le plus parfait mépris.

Parfaitement, et cela me remet en mémoire les deux visites que j'ai eu l'honneur de faire à M. Clemenceau depuis le commencement de la guerre. Je suis allé voir M. Clemenceau une première fois parce que l'Œuvre était saisie et suspendue pour avoir reproduit dix lignes de M. Clemenceau. Je suis allé voir M. Clemenceau une seconde fois parce que l'Œuvre était saisie et suspendue pour avoir reproduit vingt lignes de M. Clemenceau.

La première fois, je crus pouvoir lui faire observer qu'il trouverait là une excellente occasion de porter à la tribune la question de la censure.

— Oh ! non, fit-il vivement, la censure n'intéresse pas le Sénat ; nous serions placés là sur un très mauvais terrain pour attaquer, et nous aurions la majorité contre nous...

— Il ne s'agit pas d'avoir la majorité, objectai-je timidement ; il s'agit d'avoir raison et de défendre une cause juste.

— Non, fit-il encore, en me reconduisant ; croyez-moi, nous les « aurons » beaucoup plus aisément sur l'affaire des Dardanelles...

Il était trop évident que nous ne parlions pas la même langue. Cependant je ne parvenais pas à concevoir par quel phénomène de double personnalité le sénateur Clemenceau pouvait demeurer à ce point indifférent aux tribulations du journaliste Clemenceau. Et c'est pour en avoir le cœur net que, suspendu derechef, je crus devoir aller lui conter ma nouvelle peine.

— Oh ! s'écria-t-il en levant les bras au ciel, c'est le comble du scandale ! Ces gens-là sont des bandits... — Et qu'est-ce que vous me conseillez de faire, cher maître ?

Visiblement, le maître ironiste attendait la question, car il s'empressa de me répondre sans ciller : — A votre place, je ferais poser une question à la Chambre.

— C'est, en effet, une très bonne idée ; mais pourquoi pas au Sénat ? M. Clemenceau leva de nouveau les bras.

— Non, non, au Luxembourg, nous nous occupons de tout autre chose, et je ne veux pas entretenir le Sénat de mes affaires...

— Je reconnais bien là votre désintéressement, cher maître, mais il ne s'agit pas de vos affaires. Il s'agit de la presse et de la liberté.

— Non, non, répétait-il, ne dérangeons rien ; la censure, ça regarde la Chambre. Cherchez un député pour attacher le grelot... Et voyez donc Mendel qui connaît bien ce monde-là : il va vous dénicher votre homme...

Quelle désillusion ! Je pensais rencontrer un journaliste ; je n'avais trouvé qu'un politicien. J'ai fait ce soir-là quelques réflexions mélancoliques, et je me demande ce qu'il faut retenir du propos ironique d'un ami, qui m'explique de la sorte l'étrange silence du sénateur Clemenceau :

— Ce n'est un mystère pour personne que M. Clemenceau rêve de culbuter Briand pour prendre sa place. S'il est demain président du conseil, comment veut-tu qu'il se passe de la censure ? S'il prend les « rênes du gouvernement », n'aura-t-il pas aussi besoin du fouet ?

Gustave Téry

La revanche du "Père Plume"

Pour les besoins du service, j'entraî hier dans le bureau du père Plume. Il était tapi derrière des monceaux de dossiers et les cartons verts qui l'entouraient jetaient sur son visage un reflet livide aussi désagréable à la vue qu'une mauvaise odeur l'est au nez.

— En voilà encore des papiers inutiles !... fis-je en l'abordant.

Il leva son front étroit et me considéra avec mépris.

— Inutiles ? vous croyez ça ? Il est facile de me blaguer dans les journaux, de considérer que mes expéditions, correspondances, états, notes, dépêches, confirmations, rapports, rapports sur les rapports, ordres, contre-ordres et toute l'écriture qui est l'indispensable de ma besogne journalière ne servent exactement qu'à retarder les affaires pressantes et troubler l'exécution de ce qui est urgent. C'est facile, dis-je ! N'empêche, — et il frappa sur une pile de dossiers d'où s'éleva un nuage de poussière, — n'empêche que c'est ça qui a sauvé Verdun !

— Fichtre ! lui répondis-je sans conviction.

— Ni plus ni moins !

Et il me tendit un journal dont l'article à lire était soigneusement cerné d'un trait bleu.

C'était le récit par un évacué de Verdun des premières heures du bombardement ; entre autres choses, il contait que les caves de la sous-préfecture, pour être mieux protégées contre les obus allemands, avaient été recouvertes d'une épaisse couche d'archives, dossiers et autres papiers qui, au hasard des casiers et des placards, encombraient la sous-préfecture depuis quarante-cinq ans.

— Eh bien ! fit-il, la face béatifiée. Dites-vous encore que tout ceci est inutile, ne sert à rien qu'à perdre du temps ? Tandis que d'autres organisent l'offensive, nous organisons la défensive, depuis toujours, comprenez-vous ? Cette triple expédition qui semble inutile à l'heure qu'il est, peut demain être d'une efficacité merveilleuse, et cette mince feuille de papier ministre, qui seule n'a peut-être pas sa raison, multipliée mille et dix mille fois peut servir de barrière aux projectiles les plus résolument percuteurs et protéger ceux-là mêmes qui la jugent le plus sévèrement.

Le père Plume versait dans l'éloquence, il conclut :

— Et n'est-ce pas symbolique ? On se plaint qu'en France la paperasse arrête tout ; heureusement puisqu'elle arrête même les obus ! Et ceux qui doutent de son utilité n'ont qu'à relire ce récit merveilleux où l'on voit s'éparpiller la brutalité stérile des pires engins sur la molle mais impénétrable barricade des grimoires que, sans trêve, sans repos, le grand-père Plume, le père Plume et le fils Plume, — qui est dans l'auxiliaire, — élèvent depuis toujours et élèveront toujours, — du moins tant qu'il y aura du papier !

Et comme j'étais chargé de lui demander un renseignement, insignifiant d'ailleurs, il prit une feuille et, de son écriture moulée, traça ces mots : « Demande de renseignement. » Il prit une règle, fit un trait, puis continua : « Texte de la demande de renseignement. » Il l'écrivit. Je retournai m'asseoir. Je le vis changer de plume et d'encrier et c'est à l'encre rouge qu'il marqua : « Réponse à la demande de renseignement. » Un trait double, l'un plein, l'autre plus mince, puis : « Texte de la réponse à la demande de renseignement... » Je me plongeai dans la lecture des Mystères de New-York. Quand j'eus fini le feuilleton, je pensai son œuvre achevée : « Permettez, me rassit-il. Trois états sont nécessaires : l'un pour moi, l'autre pour vous, le troisième pour la direction. »

Je repris mon siège et sentis le sommeil m'envahir. Il me prévint enfin qu'il avait terminé ; j'allais prendre la feuille. « Une petite formalité encore, je vous prie ! » Et il rédigea une formule que je dus signer pour reconnaître que j'avais obtenu une réponse au renseignement demandé.

— Est-ce tout ?

— Oui, mon ami.

Je lus enfin le texte de la réponse au renseignement demandé ; celui-ci :

« Le bureau est hors d'état de fournir une réponse à la demande formulée ci-dessus. »

— Vous vous fichez du monde, monsieur Plume ?

— En ai-je l'apparence ? Des canons, des munitions, c'est bien ! Du papier, encore du papier, c'est mieux... Rappelez-vous la défense de Verdun...

R. D.

Le toast de Paris et de Vienne

Le prince serbe, dans son toast de l'Elysée, s'est placé sous l'épée tutélaire de la France, comme son rival, le tsar bulgare, s'est placé solennellement, à Vienne, sous la tutelle germanique. Les deux toasts se répondent. Celui du Bulgare crevait d'orgueil satisfait. Celui du Serbe est triste. Mais rira bien qui rira le dernier !

Un jour, je tracerais ici le portrait du tsar Ferdinand. Un jour où je me sentirai le goût de disséquer des araignées. Faisons au jeune Alexandre de Serbie l'honneur de ne parler aujourd'hui que de choses parfaitement belles.

Ecoutez le pas d'une belle de toutes, qui n'a pas été contée.

Ce général en chef de vingt-sept ans, harassé par trois grandes guerres, achève de traverser les épouvantables montagnes d'Albanie avec son armée de spectres à demi morts de faim. Combien sont-ils encore, ces revenants ? 25.000 ? 30.000 ? Nul ne le sait.

Le jeune prince est malade ; il a la fièvre et chancelle. Parfois un colonel robuste le porte sur son dos. Enfin, il touche au port : la mer ! Un torpilleur italien, sous pression, l'attend. Déjà un canot, les avirons levés, lui rend les honneurs royaux. On le presse de s'y embarquer. On l'y pousse. Mais il s'informe. Il ne voit pas d'autres bateaux :

— Et mes soldats ?

— Plus tard...

— Alors non. Pas sans eux.

Il remonte à terre. On lui trouve deux chambres dans une maison où il n'y a pas de lits. Il couchera dans l'une, et ses sept officiers dans l'autre, sur la paille. Les jours s'écoulent. Ses officiers le supplient :

— Mon prince ! prenez le torpilleur. Votre rôle ici est fini. Vous serez plus utile à Rome, à Paris.

— Non, Sauvé avec le dernier de mes soldats ou captif avec eux tous.

Il tint bon. Et c'est lui qui eut raison ! La flotte de secours arriva, tandis que, par un autre miracle, les débandés se ralliaient de toutes parts. Ce n'étaient plus 25.000 fuyards. C'était 150.000, une armée ! La Serbie ressuscitait d'entre les morts.

Des princes comme ça, républicains, vous pouvez les saluer dans la rue et bâtir dessus. C'est solide et ne trompe pas. Nous verrons si nos ennemis pourront en dire autant de leur client de Sofia, qui n'ose seulement pas rentrer chez lui, de crainte d'y être assassiné, ce vainqueur !

Maurice de Waleffe

Les Communiqués

15 heures

A L'OUEST DE LA MEUSE, duel d'artillerie très vif dans la région MALANCOURT - ESNES - COTE 304, particulièrement violent sur le mamelon d'HAUCOURT.

A L'EST DE LA MEUSE, bombardement intense dans la région VAUX-DAMLOUP. Aucune action d'infanterie au cours de la nuit.

Sur le reste du front, nuit calme.

23 heures

En BELGIQUE, notre artillerie a exécuté des tirs sur les tranchées et boyaux de la seconde ligne ennemie dans la région de STEENSTRAETE.

AU NORD DE L'AINSE, nous avons canonné le secteur de la VILLE-AU-BOIS.

En ARGONNE, concentration de feux sur les organisations allemandes au nord du FOUR-DE-PARIS, à la FILLE-MORTE et dans la région MONTFAUCON-NANTILLOIS. Entre la HAUTE-CHEVAUCHÉE et la cote 285, lutte de mines à notre avantage. Nous avons particulièrement bombardé le bois de MALANCOURT.

A L'OUEST DE LA MEUSE, après un violent bombardement qui a duré toute la journée, les Allemands ont dirigé plusieurs attaques sur notre front compris entre la corne du bois d'AVOCOURT et le village de MALANCOURT. Toutes les tentatives faites par l'ennemi pour déboucher du bois d'AVOCOURT ont été arrêtées par nos tirs de barrage et nos feux d'infanterie. L'ennemi a pu prendre pied sur le petit mamelon d'HAUCOURT, à un kilomètre environ au sud-ouest de MALANCOURT.

A L'EST DE LA MEUSE, bombardement intense de la région DOUAUMONT-VALX.

Serons-nous demain un peuple de vieillards ?

« Empire de vieillards », a dit le sergent Pangloss. « Peuple de vieillards », répondrait volontiers Cassandre.

Ce n'est pas une boutade. C'est une constatation. C'est le petit aspect d'une grande question. On ne le remarque pas assez. Veut-on quelques précisions ? Sur mille habitants, en Grande-Bretagne ou en Allemagne, on compte normalement 35 hommes de plus de soixante ans, tandis qu'en France il y en a 58.

Serait-ce donc que l'on meurt moins dans la « douce France », comme dit M. Bazin, ou que l'on y meurt plus vieux qu'ailleurs ? C'est tout l'inverse. Mais c'est que la place relative qu'occupent les vieillards chez nos deux voisins est moindre parce que les enfants y sont plus nombreux : 212, 222 ; pour la France : 173.

Ces peuples se renouvellent par la base ; nous nous ossifions par le sommet.

On crie partout : « Place aux jeunes ! » Parfait ! Mais des vieillards occupent toutes les places. On en trouve jusque dans les conseils du gouvernement. On ne peut pourtant pas les tuer ! Les jeunes se présentent en petit nombre. Le recrutement d'une élite se fait moins largement dans une masse réduite. On manque de valeurs. Or ne les renouvelle pas. On s'en croit dans la routine. Les jeunes eux-mêmes se coulent dans le moule universel. Il n'y a pas moyen d'en sortir.

Il y a longtemps qu'on l'a observé. Nous avons toutes les qualités et les défauts de l'âge mûr : nous économisons, nous prévoyons, nous ne risquons rien ; nous instituons les retraites ouvrières et nous ne nous occupons pas des enfants ; notre commerce, notre industrie préfèrent garder le coin du feu plutôt que de courir le monde. Nous en sommes arrivés à ce que l'on pourrait appeler l'âge du crâne poli.

Comment la guerre aurait-elle pu changer cela ? Elle a montré le fait, elle ne l'a pas créé.

Si nous avions plus d'enfants et d'hommes jeunes, le mal serait vite guéri. Or sait ce que les cadets de familles nombreuses ont fait de l'empire britannique. On voit ce que devient, par contre, un pays de célibataires et de fils uniques.

« La patrie de l'initiative n'est plus que l'empire des vieillards. »

Hélas ! ce n'est qu'un symptôme, le mal est plus profond.

Il ne s'agit plus seulement de mieux vivre, il s'agit d'abord de vivre.

Et si nous ne sommes pas résolus, tous tant que nous sommes, à relever la natalité de notre pays, à lui donner des enfants, il n'y a pas de victoire militaire qui tienne : avec ses vieillards, la France descendra au tombeau.

Cassandre

L'AVIATION au cours de LA BATAILLE DE VERDUN

Les Allemands se sont vantés d'avoir pu construire des batteries, des plateformes, des voies d'accès, amener de lourds canons et réunir un immense matériel à notre insu.

Ceci est absolument inexact. Nos reconnaissances aériennes ont repéré tous ces travaux préparatoires. La tâche de nos pilotes et de nos observateurs fut néanmoins extrêmement ardue ; car les aéroplanes boches, et particulièrement les fokkers, s'étaient astreints, pendant cette période, à rester dans leurs lignes, pour y faire meilleure garde.

Les mailles de leur réseau ne furent cependant point assez serrées pour empêcher les nôtres de passer et, aux premiers coups de canon, le 21 février au matin, ceux-ci volèrent, sans hésitation, vers les bois de Spincourt et de Gremilly, où ils savaient trouver la plus formidable batterie qui ait jamais été constituée. Dès que celle-ci ouvrit le feu, ils réglèrent sur elle le tir de notre artillerie.

Nous les voyons ensuite opérer sans arrêt.

Dans la nuit du 23 au 24 février, la gare de Metz-Sablons et l'usine à gaz voisine reçoivent quarante-cinq obus. Un incendie est constaté.

Le 26, la même gare en voit tomber encore 144, tandis que l'adjudant Navarre abat deux avions à coups de mitrailleuses.

Dans la nuit du 4 au 5 mars, la gare de Conflans est bombardée en pleine activité ; le 8, celle de Metz l'est pour la

troisième fois. Les aviateurs qui montent les 16 avions dont se compose l'escadrille, contemplant l'anéantissement complet de deux trains, l'un de troupes, l'autre de munitions ; ils échappent ensuite à la poursuite d'une escadrille ennemie et rentrent tous indemnes. Pendant le même temps sur divers points du champ de bataille, 15 avions boches sont mis en fuite ; 10 sont vus piquant verticalement vers leurs lignes.

Le 11, un fokker descend en flammes près de Douaumont ; le 12, un autre subit le même sort à Dombasles, en Argonne.

Dix-huit engagements heureux ont lieu le même jour dans la région d'Elain ; et dans la gare de Conflans, violemment bombardée, cinq incendies sont allumés.

Le 14, c'est le tour de la gare de Brioules, pendant que, dans d'autres combats, trois avions ennemis sont encore abattus.

Le 17, on compte 29 vols de chasse et 32 combats. La nuit suivante, les gares de Metz et de Conflans sont de nouveau visitées.

Le 19, l'adjudant Navarre s'en prend à son septième avion qui tombe dans nos lignes.

Dans la nuit du 19 au 20, on signale des mouvements importants de troupes à la gare de Dun-sur-Meuse. Nous y volons et 25 obus touchent le but.

Au cours de chacune des journées du 20 et du 21, un avion boche s'inscrit encore au tableau.

Or, tout cela a été obtenu avec un minimum de pertes en hommes et en appareils.

Je regrette que la censure ne permette pas de publier les chiffres donnés par les Allemands qui ne manquent jamais de signaler les avions tombant dans leurs lignes. Ce serait une bonne occasion de satisfaire son optimisme de commandant.

En regard de nos succès, nos ennemis présentent naturellement les leurs. Je me contenterai de faire remarquer que, au lieu de préciser, comme nous, les points bombardés, le nombre de projectiles jetés, ils ne donnent que des indications fort vagues :

« Nos aviateurs ont bombardé efficacement des troupes françaises dans la région de la forteresse de Verdun ». — (3 mars).

« Dans des combats aériens livrés au delà des lignes ennemies, nos aviateurs ont gardé la supériorité ». — (7 mars).

Ce laconisme n'est-il pas un aveu ? Conduits par des aviateurs tels que les nôtres, nos appareils, naguère encore si décriés, ne mériteraient donc peut-être pas tous les reproches qu'on leur a adressés.

Cependant, au risque de passer pour un éternel mécontent, je ne me déclarerai pas encore complètement satisfait.

Les destructions opérées par nos appareils de bombardement sont trop superficielles pour ne pas être facilement réparables.

On a bombardé les gares de Metz et de Conflans quatre ou cinq fois. Mais c'est vingt fois, cent fois qu'il eût fallu le faire !

Ce n'est pas seulement à Metz, Conflans, Dun ou Brioules qu'il fallait aller. Ce n'est pas un train qu'il convenait d'empêcher de passer, mais bien tous !

Imaginez tout autrement la guerre aérienne, si on veut qu'elle soit réellement fructueuse.

Au lieu d'une dizaine d'escadrilles, de vingt avions, il en faudrait cinquante.

Ces mille avions, je voudrais les voir, déployés en lignes successives sur tout le front où l'ennemi produit en ce moment son effort. Ces lignes se suivraient à intervalles rapprochés, et, sans arrêt, sans interruption, pendant cinq jours, six jours, aussi longtemps que ce serait nécessaire, inonderaient de projectiles les derrières de l'assaillant.

Dans de telles conditions, il n'est pas douteux que ses communications seraient complètement rompues.

Nous en sommes encore loin. Cependant, en comparant avec ce qu'on faisait jadis, nous ne pouvons nier qu'on soit déjà entré dans cette voie.

Général Verraux

Une petite leçon

Avec l'arrivée du général Gallieni avait coïncidé l'usage au ministère de la guerre de ces fameuses pancartes américaines qui vous invitent plus impérativement que poliment à être bref, sous le prétexte que « vos minutes sont aussi précieuses que les nôtres ».

Dès la salle d'attente — de longue attente — un de ces tableaux prévenait gentiment les visiteurs :

Rien n'est plus désagréable, pour les personnes qui travaillent que la visite trop prolongée de celles qui n'ont rien à faire.

Un visiteur qui attendait depuis plusieurs heures — ainsi qu'il convient dans un ministère — le moment d'être reçu, trompa son impatience en retournant le carton sur lequel il s'amusa à écrire cette simple réponse :

Rien n'est plus pénible, pour les personnes qui ont à travailler, que d'attendre les personnes qui ont trop à faire.

(Evangile selon saint Marc, livre 17, ch. 8, ps. 14.)

Quarante-huit heures après, les fameuses pancartes avaient disparu. Cette petite leçon aurait-elle porté, ou bien faut-il attribuer leur disgrâce au départ du général Gallieni, officiellement démissionnaire depuis la veille ?

Le prince Alexandre de Serbie

A PARIS

Dès son arrivée à Paris, le prince Alexandre de Serbie avait manifesté le vif désir de saluer le général Joffre qui n'avait pu se rendre à la gare de Lyon, retenu qu'il avait été par la visite que faisait le généralissime des armées italiennes au front.

Hier matin, accompagné des colonels de Rieux et Fournier, attachés à sa personne pendant son voyage en France, ainsi que du général Pavle Yourevitch, le prince régent quittait en automobile l'Hôtel Continental à 8 heures 30 pour se rendre au grand quartier général ; il était de retour à Paris à 11 h. 30, et, après quelques instants de repos, le prince Alexandre se rendait à l'Élysée, où il arrivait à midi 25 pour assister au déjeuner officiel que le président de la République offrait en son honneur.

Le déjeuner à l'Élysée. Les toasts

Reçu à son arrivée à l'Élysée, au haut du perron, par le directeur du protocole, le général chef de la maison militaire du président et l'officier de service, le prince Alexandre a gagné directement le grand salon de réception du palais, où l'avaient précédé les invités du président : MM. les présidents du Sénat et de la Chambre des députés, les membres du gouvernement et les bureaux des deux Chambres.

Au cours du déjeuner, le président de la République a prononcé un discours que tous les convives ont écouté debout, et dont nous reproduisons les passages suivants :

« Monseigneur, le peuple de Paris s'est porté, d'un mouvement unanime et spontané, sur les pas de Votre Altesse Royale, pour lui exprimer les sentiments de la France.

« Cette ville que la fourberie de nos ennemis représente tous les jours sous les aspects du découragement ou du désordre, vous l'avez traversée au milieu d'une foule enthousiaste, fière d'offrir l'hospitalité à un jeune prince qui ne s'est pas laissé abattre par la fortune et qui n'a pas désespéré de la justice.

« Dans cette froide volonté de tenir et de vaincre, nous ne séparons pas notre cause de celle de nos alliés et de nos amis.

« Je lève mon verre en l'honneur de Sa Majesté le roi Pierre, qui s'est battu en 1870 sous nos drapeaux et qui est resté un fidèle ami de la France.

« Je lève mon verre en l'honneur de Votre Altesse Royale, digne fils du valeureux roi-soldat.

« Je bois à la grandeur et à la gloire de la Serbie. »

La musique de la garde républicaine a alors exécuté l'hymne serbe.

Le prince Alexandre a répondu : « Monsieur le président, la générosité de la grande nation française est connue et appréciée dans mon pays à tel point que l'accueil que le peuple de Paris m'a fait hier ne m'a pas surpris. Il m'a néanmoins touché jusqu'au fond du cœur... »

« Assailli par une attaque déloyale et longuement préméditée et après tous les sacrifices que nous avons acceptés dans l'intérêt de la paix européenne, mes soldats et moi, nous avons combattu avec toutes nos forces un ennemi plus nombreux et mieux outillé et nous avons la fierté de croire que nous n'avons pas démérité de nos grands alliés et amis... »

« Le peuple de Paris, en acclamant hier, en ma personne, toute mon armée, a prononcé, par son intelligente intuition, son jugement aussi bien sur notre présent que sur notre avenir... »

« S. M. le roi, mon père, m'a fait aimer la France dès mon berceau. Il a communiqué ses sentiments au plus jeune de nos soldats. Les héros qui, en protégeant par leurs poitrines vos frontières, émerveillent le monde par leur

courage, n'ont pas d'admirateurs plus affectueux que les combattants de 1870 pour l'armée de la Loire... »

« Je voudrais que les sentiments de ma reconnaissance arrivent jusqu'à tous vos soldats et marins. Je les embrasse tous en levant mon verre à votre santé, Monsieur le président, et à celle du gouvernement de la République, à la grandeur de la France et à notre victoire. »

La musique militaire a alors exécuté la Marseillaise.

Devant le palais de l'Élysée, rue Saint-Honoré, ainsi que rue de Rivoli et rue Royale, une foule très nombreuse n'a cessé d'acclamer le prince héritier, tant à l'aller qu'à son retour à l'Hôtel Continental.

Aujourd'hui, déjeuner à la légation de Serbie et à 4 heures, réception à l'Hôtel de Ville.

HORS D'ŒUVRE

Chronique de la Bistouille

Nous avons déjà eu l'occasion de dire que M. Hendlé, préfet du Calvados, est un père pour ses administrés.

M. Hendlé aime les Normands ; les Normands aiment la bistouille. M. Hendlé a proclamé le droit des Normands à la bistouille.

Et, les soirs de foire ou de marché, le préfet du Calvados suit d'un œil indulgent et attendri les évolutions des braves pochards qui zigzaguent sur la voie publique...

Si on parle devant lui de mesures à prendre par suite des progrès de l'alcoolisme, M. Hendlé, rêveur, émet ce projet : « Oui... oui... Il faudrait faire élargir les rues de Caen. Le dimanche, elles ne sont plus assez larges. »

A part ça, il trouve que l'alcool est salutaire pour les Normands. Ça leur donne du ton. Ça les conserve.

Or, voici ce que je lis dans le numéro du Bonhomme normand du 18 mars :

On a trouvé dans le fournil de Mme Mouillard, à Aignerville, près Trévières, le cadavre du sieur Désiré Richer, 64 ans, journalier. Cet individu, qui dépensait son argent à boire, était mort de misère et de froid.

Un nommé Elói Delcove, 54 ans, maçon à Saint-Etienne-la-Tillaye, s'est pendu à une voiture, sous une remise. Delcove était un alcoolique, et tout ce qu'il gagnait passait à boire.

A Asnelles, la veuve Lefèvre, 74 ans, a été trouvée morte au pied de son lit. On croit qu'elle a succombé à une congestion causée par l'alcool.

Une autre victime de l'alcoolisme : la veuve Richard, 46 ans, journalière à Villers-Bocage, dont on a découvert, l'autre jour, le cadavre sur un chemin.

On a trouvé sur la route, près de Money (Orne), le cadavre de la veuve Lebarbey, 34 ans. Comme à son habitude, elle avait beaucoup bu...

Dans le même numéro, on trouve une instructive histoire d'enfant martyr, mis à mort par une mégère alcoolique.

Notre avis, une solution s'impose : interdire au Bonhomme normand la publication de ces récits qui montrent les cadavres de poivrots jonchant les routes du Calvados, et qui pourraient jeter l'inquiétude dans l'âme des consommateurs de bistouille.

ZETTE.

Selon que vous serez...

Samedi dernier, à l'audience de la 10^e chambre correctionnelle, deux criminelles ont comparu : l'une avait volé une paire de lacets, dans un grand magasin ; l'autre s'était approprié, chez un grand marchand de comestibles, un morceau de jarret de bœuf représentant une valeur d'un franc vingt-cinq.

Elles ont été justement et légalement condamnées. Leurs maris, mobilisés,

pourront ne savoir la chose qu'à la fin de la guerre.

L'avocat de ces malheureuses, au lieu de plaider, aurait pu se borner à lire au tribunal la note officieuse aux termes de laquelle les Parisiens furent informés que de riches bouchers, après avoir journalièrement volé leur clientèle pendant des mois, se sont vu simplement inviter à ne plus recommencer.

Ce qu'il ne faut pas croire

sans réserves

C'est une sensationnelle contribution à l'histoire de la grande famine en Allemagne.

Des confrères, très bien intentionnés, nous content, d'après une documentation de source suisse, que les Berlinoises en sont réduits à élever des lapins dans leurs appartements. Une société s'est fondée pour l'encouragement à cette industrie agricole ; elle a fait construire, par milliers, des cages en bois que les familles allemandes ont placées dans leurs salons pour y élever des familles de lapins.

Mais ces lapins comment les nourrit-on, au centre d'une ville affamée ?

Probablement avec les légumes que, d'après les mêmes auteurs, les Berlinoises cultivent en grand sur leurs balcons.

Style boche

Un de nos lecteurs nous communique un cahier de papier à cigarettes portant la marque *Le Vengeur*.

A l'intérieur du cahier, on trouve ces « vers » :

Cette tragédie sanglante qu'est la guerre
Qui de cadavres comble nos cimetières
Est le cruel moyen dont se servent les nations
Pour faire triompher leurs égoïstes ambitions.

Certaines masquent leur hypocrite pensée
En affirmant que c'est pour la civilisation,
O peuple, de cette chimérique vision,
Ce papier et ce canon

En sont l'ironique image
Car tous deux allumés
Envoient dans les nuages
Cette sublime illusion

Qui s'évanouit comme leur fumée.

A supposer même qu'il ne s'agisse pas d'une sournoise manœuvre boche pour semer chez nous le découragement, cette œuvre « poétique » est une offense flagrante à la langue française, et ne saurait être tolérée.

Critique militaire

Un lieutenant de chasseurs nous communique ses inquiétudes au sujet d'un article de critique militaire récemment publié par le *Matin*.

Cet article se comporte ainsi :

Au cours d'une grande bataille, quelle que soit sa durée, il est certes imprudent d'échafauder de fermes pronostics ; car, à tout instant des événements imprévisibles peuvent venir modifier une situation maintenue forcément instable par les remous mêmes de la lutte.

Cependant, en raison de la fixité relative des nouveaux et principaux moyens de combat représentés par les canons de gros calibre, une impression peut être dégagée de la connaissance de leur action.

L'éminent critique militaire qui signe ces lignes est trop indulgent de qualifier seulement d'« imprudent » l'acte qui consisterait à « échafauder » quelque chose de « ferme » sur une situation instable dépendant des remous d'une lutte et modifiable par des événements « imprévisibles ».

On est un peu rassuré par la « fixité relative » de l'alinéa suivant.

Mais on se demande comment la censure a pu laisser passer un article aussi compromettant.

La Géographie de la guerre

VERDUN et le Verdunois

Les tout derniers communiqués nous révèlent l'extension de plus en plus grande que prend sur notre front la bataille de Verdun. Le coup de masse que les Allemands ont voulu asséner sur Verdun ayant manqué le but, nos ennemis tentent de menacer la place rênente en secouant notre front dans toutes celles de ses parties qui sont solidaires de la position de Verdun, c'est-à-dire, comme nous l'avions indiqué, de l'Argonne orientale jusqu'aux extrémités de la Woëvre, — de l'Aire à la Moselle.

Le bois de Malancourt entre Malancourt et Avocourt, où vient de se prononcer une attaque nouvelle, est relié sans aucune interruption, d'une part au bois de Montfaucon qui s'étend au sud du piton coiffé de Montfaucon, et de l'autre au bois de Cheppy qui se développe face au piton de Vauquois.

Or, Verdun, de tout temps, et surtout aux époques de sa prospérité politique et économique, a rayonné sur toute la zone qui est aujourd'hui le théâtre de la lutte violente.

Une comparaison n'est pas raisonnable, mais elle est tableau. Le beau couloir solitaire de la Meuse pourrait être comparé à une sorte de lis, lis ordinaire ou lis montagnon, dont la tige sans feuille correspondrait à la partie la plus abandonnée du sillon meusien, de Léroutville, ou, mieux, de Sempigny jusqu'à Verdun. Les racines divergentes et qui apportent de la vie à la tige, ce seraient, au sud, les Vaux de Commercy reliés aux Vaux de l'Orpaign, et sur la rive droite le fameux Val de l'Ana, ancien lit de la Moselle, qui fait communiquer la Meuse avec la Moselle de Toul. La fleur s'élargirait vers le nord, épanouie, à partir de Verdun. Villages de plateau et villages de plaine se multiplient, en effet, au nord de Verdun, et par l'expression de cette vraie végétation urbaine, la vie meusienne se relie sans discontinuité à la vie de l'Argonne orientale ou Dormois et à celle de la Woëvre.

On sait que, pour préparer la réurrection économique de toute notre province française, on s'efforce de rechercher les délinéaments de nos vieilles régions et de nos vieux « pays » de France. Avec un sens très aigu des nécessités économiques de l'après-guerre, M. Jean Hennessy a élaboré un plan de grandes régions, dont les traits capitaux et dont les subdivisions de détail reposent sur l'observation des plus antiques affinités naturelles entre parcelles terrestres et humaines de notre France.

Le Verdunois ou « pays » de Verdun, est une de ces régions nées jadis des connexions naturelles entre territoires tout proches. Le Verdunois s'étendait de Verdun jusqu'à Dun-sur-Meuse, à l'extrémité septentrionale du grand couloir de Meuse ; puis il s'élevait sur la droite de la Meuse jusqu'au pied des Côtes de Meuse et beaucoup au delà ; il comprenait l'Ornois, c'est-à-dire le pays d'Ornes et englobait même Etain en pleine Woëvre. Sur la rive gauche de la Meuse, il s'avancait jusqu'en pleine Argonne orientale, enveloppant une partie du Dormois, de la butte de Montfaucon au nord jusqu'au promontoire plus méridional qui porte, sur la lisière de l'Argonne, la petite ville de Clermont-en-Argonne.

Comment s'explique cette « expansion » septentrionale du couloir de Meuse à partir de Verdun et au profit de Verdun ? Jusqu'à Verdun, le couloir ne compte guère que les villes ou villages établis non pas à côté du fleuve, mais sur les terrasses proches du fleuve, à l'abri de ses caprices et de ses inondations ; de part et d'autre, en haut, sur le plat des couches calcaires du plateau corallien, c'est la forêt profonde qui continue, double bande forestière qui a précisément isolé le cours meusien. Mais voici qu'au nord de Verdun, sur les calcaires pauvres du corallien ont subsisté des laches d'argile asparagienne ; l'eau est ainsi retenue, et le plateau désert se peuple ; des villages occupent le dos même des couches, grâce à l'argile et grâce à l'eau : ce sont Beaumont, Louvemont, Douaumont, etc. A côté de ces villages dominants, d'autres villages sont logés dans les ravins et tout au long des sinuosités de la côte de Meuse : ce sont les villages dits « sous les côtes » : Vaux, Dambloup, Eix, Moulinville, Châtillon-sous-Côtes, Hautdiomont, et plus au nord la petite ville d'Ornes.

Vers l'ouest, sur la rive gauche de la Meuse, des villages sont « nichés » en de vrais trous du plateau calcaire, au contact avec les argiles kiméridgiennes qui constituent également un niveau de sources : Béthincourt, Malancourt, Avocourt, Bétholainville, Montzéville, etc. ; et, par cet essaim de petits villages, le peuplement humain rejoint, en s'y joignant, les agglomérations humides de la vallée de l'Aire : Varennes, Boureuilles et Aubréville sur lesquelles règnent les oppida juchés au sommet des chapeaux de gaize : Montfaucon, Vauquois et Clermont.

Or, tout cela appartenait à l'ancien Verdunois ; la bataille de Verdun, en s'élargissant de plus en plus, devient très exactement la bataille du Verdunois.

Jean Brunhes

professeur au Collège de France

DEVANT VERDUN



Il avait dit : « Ce ne sera qu'une promenade » !..

"L'Œuvre" Économique

Le "pied de cochon"

On s'étonne souvent, à juste titre, que tant d'inventions ingénieuses, après avoir vu le jour en France, qui est le pays inventif par excellence, profitent d'abord à nos rivaux et ennemis et ne reviennent chez nous qu'avec l'estampille étrangère.

La faute en est, dans une large part, à la législation imbécile qui régit les brevets. (Voir l'Œuvre du 15 janvier.) Mais, comme si ce régime archaïque ne suffisait pas à casser les ailes au génie national, M. Lebeureau trouve moyen de l'aggraver encore.

Témoign, entre vingt autres, cette petite histoire dont nous certifions l'authenticité, facilement démontrable, au surplus, avec pièces à l'appui. Si même nous ne citons, jusqu'à nouvel ordre, ni les noms ni les adresses, c'est pour conserver à nos critiques, qui s'inspirent exclusivement de l'intérêt national, leur caractère impersonnel.

Dans le courant de 1913, un citoyen français, dont la compétence en matière scientifique n'est pas douteuse, prenait un brevet relatif à un projectile incendiaire pouvant être indifféremment lancé, suivant le calibre, par un fusil, par une mitrailleuse ou par un canon. On nous dispensera de préciser davantage. Il est inutile de dire pourquoi. Mais ce qu'il nous est permis d'affirmer, sans commettre d'indiscrétion dangereuse, c'est que des expériences, instituées par les soins et sous le contrôle d'un officier attaché à l'Institut aéronautique de Chalais-Meudon, avaient amplement démontré la justesse du principe de mécanique élémentaire sur lequel avait tablé l'inventeur.

Porté de ces résultats encourageants, celui-ci demanda, le 7 octobre, à la direction de l'artillerie, de faire faire, à l'arsenal de Bourges ou ailleurs, les essais nécessaires à la mise au point définitive. On lui répondit qu'il doit d'abord obtenir l'autorisation ministérielle. Il écrit donc au ministère à la date du 13 octobre. Quatre mois se passent, puis huit ; pas de réponse, malgré l'intervention de personnages qualifiés du monde de l'aviation.

Enfin, huit jours avant la mobilisation, l'inventeur est avisé, par voie indirecte, que l'Administration de la Guerre exige 200 projectiles pour procéder aux essais demandés. Notre homme, qui a déjà dépensé la forte somme pour ses propres expériences, s'empresse de répondre qu'il est disposé à se charger de ces nouveaux frais, mais à la condition qu'on mette à sa disposition le laboratoire de Chalais-Meudon, pour y fabriquer l'un des ingrédients nécessaires, qui ne se trouve pas dans le commerce, et qu'aucun laboratoire particulier ne se soucie de fournir, vu les difficultés de sa préparation, plutôt scabreuse.

Silence sur toute la ligne. Vers le milieu d'août, exactement le 16 août 1914, cédant aux sollicitations d'un ami, M. X... se décide à faire parvenir au ministère un dossier complet, comprenant une copie du brevet, le procès-verbal détaillé des premières expériences et un modèle du projectile. Le temps passe, mais, telle sœur Anne, il ne voit rien venir.

De guerre lasse, après l'hégire bordelaise il prie un député, membre de la commission de l'armée, de réclamer son

dossier à qui de droit. On ne retrouve plus ce malheureux dossier ! Personne ne sait où il est passé : « les manuscrits non insérés ne sont pas rendus ! »

Et quiconque a eu affaire, pour la rémission de ses péchés, avec l'administration que l'Europe a dû cesser de nous envier, ce dévouement semblera tout naturel. Jusqu'ici l'histoire est donc banale. Mais voici où elle se corse. Dans le *Matin* du 8 février dernier, M. Raoul Anglès, député des Basses-Alpes et officier-aviateur, disait textuellement ceci :

« La balle incendiaire s'est révélée au cours des événements, et pour des raisons qu'il est impossible d'exposer ici, une arme médiocre. »

Là-dessus, M. X... a tiqué. Mettez-vous à sa place ! Les aventures de Turpin ne sont pas si vieilles que leur souvenir ne hante encore certaines imaginations, sans qu'il soit permis de crier pour si peu à la monomanie de la persécution.

M. X... s'est immédiatement demandé si, vraiment, son dossier avait été perdu pour tout le monde. N'avait-on pas, par hasard, expérimenté son projectile, en dehors de lui, sans le consulter ni le prévenir ? Il n'aurait pas eu l'étréne, après tout, d'un « pied de cochon » de ce genre.

Et ce qui confirma encore ses soupçons, c'est que, par une arrière-pensée de prudence suffisamment justifiable, il avait intentionnellement négligé de mentionner, dans les documents transmis, certain dispositif secret d'une importance essentielle. Ce qui expliquerait l'insuccès des expériences.

Le plus curieux, c'est que le journal anglais *l'Observer* ayant attribué à un autre le mérite d'une invention analogue, et cette information ayant été reproduite par tous les journaux, la censure ne permit pas à l'inventeur français d'en revendiquer publiquement la priorité. Toutes ses protestations furent impitoyablement « échoppées » dans le *Figaro*, dans le *Journal* et dans le *Daily Mail* (continental).

Même plumée au sang, la poule n'a pas le droit de crier.

Comment à ce compte-là, voulez-vous que nos inventeurs ne soient pas découragés et que les Boches, si peu inventifs qu'ils soient, ne prennent pas l'avance ?

M. Painlevé, qui faisait « dans les mathématiques » avant de devenir « homme de gouvernement », pourrait peut-être mettre la chose en formules...

Emile Gautier

Notre industrie de guerre

Aucune mobilisation industrielle n'avait été prévue avant la guerre ; aussi, au 2 août 1914, les usines, aciéries, fonderies, ateliers d'usage furent fermés ; seuls continuèrent à travailler les établissements constructeurs de l'artillerie et de la marine.

Ce fut une faute dont les conséquences apparurent graves dès les premiers mois de la guerre. Il fallut, en effet, organiser, en pleine bataille, l'industrie de la guerre, créer des usines, recruter le personnel, rechercher les spécialistes pour fournir à la formidable machine de guerre les munitions dont jamais on n'avait soupçonné, chez nous, la prodigieuse consommation.

On s'est mis à l'œuvre, et on peut dire maintenant que les résultats obtenus

nous nous permettent d'envisager l'avenir avec une entière sérénité.

Nous ne pouvons — et ne voulons — naturellement, publier ici aucun chiffre qui puisse donner des indications sur l'effort accompli ; mais, par ce seul aperçu, on se rendra compte du développement considérable réalisé.

Le Régime du bon plaisir

ALLOCATIONS ET SECOURS

Il y a une question des allocations qui subsiste après un an et demi de guerre. Il nous revient de différents côtés que les indemnités militaires et les secours de chômage sont trop souvent l'objet d'illégalités criantes. Suivant qu'on habite dans un quartier ou dans un autre, les mêmes demandes sont rejetées ou acceptées. Il y a autant de règles que d'arrondissements et, dans certaines mairies, le bon plaisir règne en maître. Des personnes qui sont dans une situation aisée touchent sans la moindre difficulté leurs vingt-cinq sous quotidiens et des suppléments de cinquante centimes et plus par enfant, tandis que des femmes qui sont dans une situation voisine de la gêne, voire de la misère, ne reçoivent rien, bien qu'elles aient pareillement droit à l'allocation.

Une jeune femme s'est mariée le 13 novembre avec un soldat du front. Le 16, elle a demandé l'allocation. Elle a reçu la visite d'un employé de la mairie auquel elle a dû fournir successivement une série de certificats : domicile, présence de son mari au corps ; pièce constatant que ses patrons sont mobilisés ; une autre assurant que sa belle-mère ne touche pas d'allocation et enfin un certificat de gain... out cela a demandé plus de trois mois, au bout desquels on lui a répondu par un refus ainsi motivé :

« Vous ne viviez pas avec votre mari avant la guerre et il n'était donc pas votre soutien. »

Était-il nécessaire d'exiger la production de tant de certificats et de faire attendre cent jours une pareille réponse ? Les bureaux de la mairie du dix-septième arrondissement sont plus pape-rassiers que pressés.

Le record de la lenteur a été battu

par les bureaux de la mairie du neuvième, qui joignent à cette performance le record de l'incohérence. Le mieux est encore d'en citer quelques exemples :

Parce qu'elle était en mauvais termes avec sa concierge, qui lui faisait grief de ne pas avoir les moyens de payer son terme, une femme de mobilisé, sans travail et malade, s'est vu refuser l'allocation qu'elle sollicitait. Forte de son bon droit, elle réclama à la mairie qui fit une nouvelle enquête... toujours à la même source. Elle s'adressa ensuite au préfet de la Seine, qui demanda un supplément d'enquête... à la mairie. La loge persistant à donner de mauvais renseignements, la femme de mobilisé essaya un troisième refus. C'est seulement dans un dernier recours devant la commission des allocations au ministère de l'intérieur qu'elle trouva justice, parce que l'enquête avait été confiée cette fois à un fonctionnaire de la police et non à un fonctionnaire de la mairie. Ces pourparlers avaient duré sept mois et demi. Les fausses déclarations d'une concierge et le mauvais vouloir d'un employé municipal ont coûté à cette femme près de trois cents francs, car aucun rappel n'a été consenti.

Par contre, des commerçants dont le chiffre d'affaires n'a pas diminué depuis la guerre, au contraire, ont obtenu le bénéfice de l'allocation en huit et dix jours. Dans une rue très fréquentée, voisine de l'église Notre-Dame-de-Lorette, on cite le cas de deux femmes dont les boutiques sont jumelles. L'une vend de l'épicerie très cher, comme ses concurrents ; l'autre vend des souliers, des bottines et des bottes à deux, trois et quatre louis aux petites femmes de Montmartre. Or, ces deux magasins ne désemploient pas de la journée.

Mais qu'une pauvre vieille femme qui touche un petit secours de chômage trouve à faire quelques ménages par-ci par-là, pour mieux arriver à joindre les deux bouts, on lui supprime radicalement et définitivement l'aide promise.

On comprendra ainsi pourquoi certains chômeurs s'obstinent à chômer. Ils gagnent parfois plus d'argent à ne rien faire qu'à travailler.

A L'HOTEL-DE-VILLE

Réception de M. Salandra

MM. Salandra, président du Conseil des ministres, et Sonnino, ministre des affaires étrangères d'Italie, seront reçus mardi prochain à l'Hôtel de Ville.

L'Impôt sur le revenu

Encore quelques précisions

L'impôt sur le revenu, dit la loi, est dû par toutes les personnes ayant en France une résidence habituelle. Cette formule comprend aussi bien les étrangers que les Français. La « résidence habituelle » consiste en une habitation dont on dispose à titre de propriétaire, de locataire ou d'usufruitier, si la location est faite pour une période continue d'au moins une année. S'il y a plusieurs résidences, c'est à la principale que doit être souscrite la déclaration et payé l'impôt. Le contrôleur de cette résidence avisera ceux dont dépendent les autres qui seront mentionnées sur la déclaration.

Les revenus provenant de l'étranger doivent être déclarés comme tous autres, qu'ils soient déposés en France ou au dehors et même s'ils sont déjà frappés d'autres impôts. On trouve dans les mairies, outre les formulaires de déclaration, une note explicative rédigée par le ministère des finances, à laquelle est joint le texte des articles de la loi du 15 juillet 1914 et du décret du 15 janvier 1916.

F. I.

Les Boches chez nous

On me signale une délicieuse famille. Laissez-moi vous la présenter en liberté... puisque elle y est.

Le père est fils de Boche ; il s'est fait, voici vingt ans, naturaliser à la Delbrück, parce que c'était plus commode pour ses affaires. Le grand-père est de l'autre côté de la ligne, sur laquelle se trouvent ses autres fils, officiers allemands.

La mère est fille de Boche. Le grand-père maternel, ayant commis la maladresse de se laisser surprendre ici par les événements, est dans un camp de concentration. Les frères de madame sont aux tranchées, eux aussi, mais pas de notre côté : de l'autre.

Ce charmant couple, entre autres enfants, a un fils dans la classe 17. Il porte la capote bleu horizon ; son départ s'est effectué dans la rage, l'exaspération et les grincements de dents de toute la famille ; mais comme on sait que les gendarmes sont là et que les trains pour Strasbourg ne marchent plus, il a bien fallu s'exécuter. Tout ce monde bochisait allègrement avant la guerre, et mangeait du Français à belles dents, à toutes ses réceptions mondaines, entre deux petits fours et entre amis. On n'avait, pour l'éducation des enfants, que des « *Fraülein* » allemandes... *naturlich !* Le père continue à administrer « sa bedide gomerce d'exbordation », du côté de la rue d'Hauteville. C'est un personnage ; il est membre agissant de toutes sortes de syndicats. La mère correspond librement, par la Suisse, avec ses parents, amis et connaissances demeurés au Vaterland.

Ils habitent dans un somptueux immeuble au-dessus d'un officier supérieur qui occupe un poste important. Les propos de table de ce dernier, grâce à la domesticité qui bavarde le soir, au sixième, n'ont pas de secret pour ces Boches naturalisés. Ceux-ci sont antifrancs jusqu'à la moelle, jusqu'aux fibres. Mais ils sont Français de par la loi ; on n'y touche pas ; ils sont « tabous » !

Entre eux, ils trouvent que nous sommes des « poires » de les laisser aussi tranquilles. Et vraiment, ils n'ont pas tort ! Est-ce qu'on ne devrait pas mettre tout ce joli monde en lieu sûr ?

L'internement de tous les Boches et Austro-Boches, naturalisés, qu'ils aient ou non des fils dans notre armée, s'impose impérieusement. Ces gens-là, en dépit de tous les drapeaux et de tous les écussons tricolores dont, par crainte de la vindicte populaire, ils ont orné leur balcon, nous haïssent et nous trahissent. Continuerons-nous toujours à leur en donner les moyens ? C'est très bien de nous avertir qu'il y a des oreilles ennemies qui nous écoutent. Ce serait peut-être encore mieux de les supprimer. Qu'en dites-vous ?

Mortimer-Mégret

RÉPONSES

R. Dutoit. — Les contributions de l'année ne se paient qu'une fois au lieu où on résidait au début de l'année.

A. L. G. 14. — 1° Comme interprète d'allemand pour les camps de prisonniers, mais pas d'anglais ; 2° oui, vous avez le droit de vous engager dans l'armée anglaise. Adressez-vous à ce sujet au consulat.

G. T. Compiègne. — Vous pouvez faire appel au ministre de la guerre.

Henri l'Artilleur. — 1° Votre cas paraît être un cas de réforme. 2° Seule la commission de réforme peut décider s'il s'agit de la réforme n° 2 ou n° 1, et quelle sera la gratification ou la pension. 3° Il est douteux que vous soyez reversé dans le service armé, mais cela dépend absolument de la commission.

FEUILLETON DE L'ŒUVRE

du jeudi 23 mars 1916

16

Les Mystères de Corneville

ou L'ESPION MALGRÉ LUI

Roman inédit

PAR JEAN DRAULT

PREMIÈRE PARTIE

LES SECRETS DU DEUXIÈME BUREAU

II

RADINGOIS ET BERLINGOT

— Alors, mon commandant, pour quoi que vous m'avez laissé dépenser ma salive ?

— Parce que je sais que tu aimes bien raconter. Et puis, pendant ce temps-là, je songeais à un tas de choses sans être interrompu !... Je te renouvelle ma demande : tu ne veux pas reprendre du service actif ?

— Non ! Je suis brouillé avec Berlingot. Et je ne serais pas brouillé que ce serait kif-kif, puisqu'il ne travaille plus non plus, lui !

— Il retravaillera !... affirma le commandant.

— Seul ?

— Seul !

— Vous êtes sûr ?

— Il y a dix jours qu'il a demandé à reprendre du service dans le contre-espionnage, à l'occasion de la guerre.

— C'est histoire de montrer qu'il peut faire de la police sans moi ! C'est pour me vexer !... dit Radingois. Et vous lui avez donné une mission ?

— Oui ! celle d'arrêter Burgenstaub !...

— Alors, vous n'avez pas besoin de moi !

— Si ! Vous ne serez pas trop de deux. Burgenstaub est en Suisse. Berlingot le guette à la gare-frontière. Si le Boche lui glisse entre les mains, je sais où l'on peut le repincer, à Paris. Mais d'abord, acceptes-tu ?

— Pour tâcher de damer le pion à Berlingot !... oui ! Ah ! si le Boche pouvait lui glisser entre les mains !... Et où c'est-il qu'on peut le repincer, cet oiseau ?

— Chez une femme !

— Tiens ! tiens ! Une passion ! Ça m'étonne d'un Boche !...

— Compulsant quelques papiers qu'il avait pris dans un dossier, le commandant Fontan expliqua :

— Parallèlement au renseignement de M. le sous-préfet de Corneville, sur la rentrée probable de ce Boche en France, une communication m'a été adressée par le colonel Pénisson, un ami à moi, dont les tuyaux sont généralement sûrs. Burgenstaub, avant la guerre, allait presque chaque semaine, généralement le mardi, passer la soirée rue Daubigny, chez une demoiselle Hélène, modiste, des plus blondes. Une lettre adressée de Suisse par Burgenstaub à

cette modiste a été interceptée. Il lui dit qu'il lui rendra visite, un soir, bien camouflé, qu'il risque la prison pour revenir la voir, tellement il l'aime, et qu'il l'espère que, bien qu'Allemand, elle ne lui retirera pas son amitié d'autrefois.

— Ah ! dit Radingois. Si on arrête le Burgenstaub, il dira : « Je suis rentré en France, poussé par ma passion pour une femme. » Alors qu'il ne revient que pour espionner. Pensez-vous ! Un Boche, avoir une passion pour autre chose que la Bochie ou le saucisson de Francfort ?

— Que ce soit pour ça ou pour autre chose, il faut le bouclier, ne serait-ce que pour montrer aux Boches réfugiés en Suisse qu'on n'entre pas en France comme dans un moulin, du moins pendant la guerre. C'est aujourd'hui mardi. Il ne t'en coûte pas beaucoup d'aller surveiller l'immeuble de la demoiselle Hélène juste le jour où ce Boche avait l'habitude de venir la voir !

— Oh ! bien sûr !... Ah ! s'il pouvait glisser entre les mains de ce chameau de Berlingot !... Il glissera, vous savez ! La frontière est large !

— Ce sous-préfet était tout de même bien informé !

— La lettre interceptée le prouve !... Pourquoi ce sous-préfet-là est-il sous-préfet, au lieu d'être dans le contre-espionnage ?

— C'est ce que tu tâcheras de savoir, si tu vas à Corneville, après avoir arrêté Burgenstaub, si tu l'arrêtes ! En principe, c'est plus flatteur d'être sous-préfet, et on a un beau costume : Ce sous-préfet-là s'appelle Numa Cadignac. Il est neveu d'un sénateur des Pyrénées-Moyen-

nes. Il a étudié pour être ténor, a donné quelques répliques aux concours du Conservatoire et a joué deux fois au Capitole de Toulouse, dans un costume éblouissant.

— Pas trois ?

— Non, pas trois, malgré la fermeté des convictions de son oncle. A Toulouse, on est difficile pour les ténors. Numa pensait : « Je serai toujours assez bon pour l'Opéra de Paris. » Mais son oncle lui a dit : « Contente-toi d'être sous-préfet, c'est plus sûr ; le costume ne vaut pas ceux d'Aïda, mais il se rapproche de ceux de la *Traviata*. » M. Numa Cadignac, poussé par la préfète de l'Eure-Inférieure (chef-lieu : Mesnil-sur-Eure), son ancienne camarade au Conservatoire de Toulouse, est vite arrivé à l'importante sous-préfecture de quatrième classe de Corneville, après avoir été réformé pour faiblesse de constitution... De fait, il n'a jamais pu donner que faiblement l'ut de poitrine. Il est l'idole de son préfet, M. Botte-Bastien.

— Ah ! le drôle de nom !

— Son père s'appelait Botte et sa mère Bastien ; ça fait un ensemble !... Botte est un nom un peu court, pour un préfet. A chaque réception qui avait lieu à la préfecture de Mesnil-sur-Eure, avant la guerre, M. Numa Cadignac chantait le duo de *Mireille* ou de *Roméo* avec la préfète ; ça économisait toujours un cachet. Son oncle, le sénateur, avait vu juste : Numa ne pouvait pas chanter à l'Opéra, mais il pouvait encore chanter dans une préfecture de troisième classe située dans une de ces villes de l'Ouest qui, produisant des pommes, n'ont pas l'idée de les faire cuire et de les lancer aux ténors. Ces indulgentes

cités n'exigent pas, en effet, un ut de poitrine aussi ample qu'à Béziers, Toulouse ou Carcassonne. Voilà tout ce que je sais sur M. Numa Cadignac, sous-préfet de Corneville. Et ça me suffit, monsieur Radingois, pour me féliciter de ce que ce jeune homme n'ait pas eu l'idée d'entrer dans les services du contre-espionnage. Es-tu maintenant au courant de l'affaire ?

— Je désirerais savoir s'il y a une prime pour l'arrestation du sieur Burgenstaub ?

— Il y a une prime !

— Parfait ! Faut que je la soufflé à Berlingot !

Radingois tira de la poche intérieure de son vieux veston un carnet relié en toile cirée tout écaillée, l'ouvrit, et resta le crayon en arrêt sur un feuillet crasseux :

— C'est à seule fin de prendre, mon commandant, les nom et profession de la demoiselle, la rue, le numéro, l'étage, pour la filature de ce soir.

Le commandant Fontan lui dicta les indications et conclut :

— Va me chercher un autre planton, et mets-toi en campagne tout de suite !

— A vos ordres, mon commandant !... Je ne vous reverrai peut-être qu'en revenant de Corneville.

— Je te le souhaite, Radingois ! C'est que tu aurais réussi !

Radingois fit le salut militaire, déposa dans l'antichambre le calot-omnibus des plantons, et se coiffa d'un chapeau rond. Mais, avant de descendre, il alla frapper à la porte du commandant :

— Faites excuse : vous n'auriez pas la photo de l'olibrius ?

(La suite à demain.)

DERNIÈRES NOUVELLES

Les idées qui passent...

Leur état d'âme

Reconnaissons-le franchement et simplement : nous avons montré, depuis le début de la guerre, une déplorable tendance à exagérer la détresse morale et économique de l'Allemagne, et cela nous a valu, parfois, d'amères déceptions. Mais, tout de même, aujourd'hui, l'ennemi semble en être arrivé à un point de nervosité et de découragement tel qu'il n'a plus la force de dissimuler. C'est ainsi que le Tag, qui est un journal conservateur et gouvernemental, a publié, le 16 mars, un appel dont le ton est tout à fait celui d'un communiqué officiel et que la presse allemande, sauf quelques organes socialistes, s'est empressée de reproduire.

Dans cet appel, le Tag s'élève contre les semeurs de panique qui vont colportant de mauvaises nouvelles, déplorant la conscription anglaise, les jours sans viande et la pénurie de la graisse. Il paraît qu'ils foisonnent en Germanie, ces chevaliers à triste figure, dont l'âme après le ventre, se désespère de la crise du bétail, du beurre, des céréales et du pain. Encore si leur mécontentement gardait un caractère uniquement alimentaire ! Mais c'est qu'ils vont beaucoup plus loin ; ces ventres affamés, qui n'ont peut-être pas d'oreilles, mais qui ont une langue, discutent le matin au soir sur les divergences d'opinion qui sépareraient l'empereur et Hindenburg ; Guillaume, à les entendre, voudrait une décision sur le front occidental, tandis que le maréchal pencherait vers le front oriental.

Bref, tout cela est du plus mauvais effet, à en croire le Tag, et il convient de réagir sans perdre une minute. Le journal officieux conseille donc à ses lecteurs — nous citons textuellement — « d'accepter sans murmurer les restrictions apportées à l'alimentation et de se dire que c'est seulement à ce prix qu'ils n'auront jamais à souffrir de véritables privations ».

Et le Tag conclut tristement que tous ces honteux racontars ne peuvent aboutir qu'à prolonger la guerre. C'est bien là, en ce moment, l'unique préoccupation allemande : éviter à tout prix une nouvelle période de souffrances et de misère et arriver le plus tôt possible à la paix.

Tant mieux ! S'ils sont livrés à la panique et à la frayeur, s'ils veulent à toute force faire la paix, c'est qu'ils ne peuvent plus faire la guerre. L'aveu n'est pas désagréable à noter.

C. O.

Le général Cadorna à Londres

Londres, 22 mars. — Le général Cadorna, commandant en chef des armées italiennes, est arrivé à Londres cet après-midi à 3 h. 10. Il a été accueilli à la gare par l'ambassadeur d'Italie, lord Kitchener, lord French et plusieurs autres personnages. A sa sortie de la gare, il a été vivement acclamé par la foule.

Le général Cadorna a dîné avec lord Kitchener ; il a été reçu ensuite par le roi.

La Conférence des Alliés

MM. Salandra et Sonnino à Paris

MM. Salandra et Sonnino partiront samedi matin pour Paris, où ils arriveront dimanche soir. Ils rentreront à Rome le jeudi 30 mars.

L'officiuse *Agencia italiana* publie, au sujet de la participation des hommes d'Etat italiens à la conférence de Paris, la note suivante :

« La conférence de Paris inaugurera probablement les premières lignes de l'orientation de la nouvelle Europe. Elle devra s'occuper non seulement des problèmes militaires, mais de problèmes économiques ou techniques d'une très grande importance. « Les ministères, dans leur conseil de ce matin, ont soumis au ministre président leurs rapports respectifs sur les différentes questions qui seront traitées à Paris, lui fournissant ainsi tous les éléments pour les discussions qui y auront lieu. »

Déclarations solennelles de l'Italie concernant la Belgique

Rome, 23 mars. — A la Chambre, M. Borsarelli, sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, répond à une question concernant la Belgique et dit :

« Il est impossible d'attribuer un caractère sibyllin au consentement donné par nous à une des conditions de la paix posée par les nations garantissant la neutralité de la Belgique, qui se sont mises d'accord avec nous dans la convention de Londres. « Par notre déclaration, nous avons accepté qu'on fixe comme condition de paix l'indépendance politique et économique de la Belgique, et que cet Etat soit largement indemnisé des dommages qu'il a subis. « La Chambre consentira que je réponde, non seulement catégoriquement, mais aussi avec fierté, que personne au monde n'a pu et ne pourra avoir même l'ombre d'un doute au sujet de notre loyauté dans tous nos actes. (Vive approbation.)

« M. Giretti, prenant acte des loyales et solennelles déclarations de M. Borsarelli, conclut en se disant heureux de constater que le gouvernement et le peuple italiens concordent pour vouloir la résurrection de l'héroïque Belgique. (Applaudissements.)

MASSACRES EN MASSE Sept cent mille victimes EN SERBIE

Il s'était formé, dans ces dernières années, une légende commémorative et pleurarde sur la pauvre Autriche, sur le doux empereur, sur le sensible vieillard. Cette légende, qui ne devait au hasard ni sa naissance ni sa diffusion, avait presque réussi à faire oublier l'Autriche égorgeuse, fusilleuse et pendueuse ; l'Autriche des répressions barbares et des confiscations ; l'Autriche qui ne se maintenait qu'en plantant le gilet sur chaque territoire qu'elle escroquait par le mariage, enfin la hideuse et véritable Autriche de l'histoire.

Il ne reste déjà plus grand-chose de ce mensonge cauteleusement édifié par la grande-maîtrise de la cour, le Bureau littéraire du Ball-Platz et leurs auxiliaires de tous les pays. La dépêche suivante signale des actes dont l'horreur surpasse les pires monstruosité de cette guerre et qui montrent de quoi l'Autriche est capable quand elle croit pouvoir jeter le masque impunément :

Londres, 22 mars. — Le *Daily Telegraph* certifie que les gouvernements alliés ont des preuves, qui seront bientôt publiées, que les Autrichiens et les Bulgares ont répété d'atroces massacres en Serbie et que plus de 700.000 personnes ont péri.

La mort par la baïonnette étant trop lente, les bourreaux ont eu recours aux gaz asphyxiants. Dans une seule église de Belgrade, 3.000 femmes, enfants et vieillards furent ainsi asphyxiés. Les Autrichiens emploient les mêmes procédés au Monténégro.

Opérations militaires DES RUSSES

Riga, Dvinsk, Vilna

Pétrograd, 22 mars. — L'organe du ministère de la guerre, l'*Invalide Russe*, constatant l'activité réciproque que se manifeste sur le front russo-allemand, dit que les opérations de l'ennemi contre Riga se concentrent actuellement comme auparavant dans la direction des ailes, mais que, jusqu'ici, toutes ses tentatives sont stériles.

« Nos positions dans la région de Riga, dit-il, assurent la protection de la ville. A Jacobstadt, elles forment une deuxième ligne fortifiée ; la troisième est formée par nos positions de Dvinsk.

« Nos troupes qui ont pris énergiquement l'offensive ont pour objectif la ligne Dvinsk-Vilna ; si elles dépassent la ligne ferrée, elles auront coupé en deux les forces allemandes qui opèrent auprès de Dvinsk et dans la région de Vilna. »

L'avance en Arménie

Londres, 22 mars. — De Pétrograd aux *Daily News* : « Les Russes conduisent leur conquête de l'Arménie avec la netteté et l'habileté consommée d'un bon joueur d'échecs.

« La marche sur Mamahatoum a été opérée à travers la contrée la plus sauvage contre le plus fort des groupes ennemis. Les Turcs ont fait une vigoureuse résistance à Mamahatoum, situé à une centaine de kilomètres à l'est d'Erzindjan ; ils ont été battus, et, essayant encore de résister à quelques miles à l'ouest, ils ont été de nouveau défaits. « Mamahatoum est un dépôt important de matériel de guerre. Les troupes turques à Trébizonde sont maintenant cernées de trois côtés. Baibourt est menacé. Une seule route reste libre entre Erzindjan et Trébizonde.

« Parmi les prisonniers faits par les Russes, on remarque une proportion anormale d'officiers : 44 officiers pour 770 hommes de troupe ; cela semble indiquer que les officiers turcs servent de mauvais gré sous des commandants allemands. »

Communiqué belge

L'activité de l'artillerie a été grande en divers points du front de l'armée belge et spécialement au nord de Steenstraete.

Communiqué anglais

La nuit dernière, deux explosions de mines par l'ennemi n'ont causé aucune perte à nos troupes. Combats à la grenade dans les entonnoirs causés par l'explosion de mines au nord-est de Vermelles. Situation sans changement.

Aujourd'hui, nous avons bombardé avec succès, avec nos canons et nos mortiers de tranchées, la position ennemie au nord-ouest de Wez-Macquart.

Communiqué italien

Rome, 22 mars. — Dans la nuit du 21 mars, des détachements d'infanterie ennemie ont essayé de petites actions par surprise contre nos positions au débouché de Ribor (vallée de Dacno) et de la vallée de Gresta (Rio Cameras Adige) ; au nord-est de Piazza (vallée de Torragnolo) et sur la hauteur de Ravilaz (Conca di Pizzo), partout l'ennemi a été repoussé.

Sur les pentes de la hauteur de Santa-Maria (zone Tolino), dans la même nuit, l'adversaire a engagé une attaque qui a été brisée par notre feu. Cette attaque s'est transformée ensuite en simples avancées de patrouilles facilement repoussées.

Les tirs d'artillerie ont continué dans la journée d'hier sur tout le front, bien qu'ils aient été gênés par le retour du mauvais temps.

Notables marocains à Bordeaux

Bordeaux, 22 mars. — Un groupe de notables marocains, venant de Lyon, où ils étaient allés visiter la foire de cette ville, sont arrivés ce matin à Bordeaux. Ils ont été reçus par le maire, M. Gruet, entouré des adjoints et conseillers municipaux, qui leur a souhaité la bienvenue et, après leur avoir fait visiter la ville, leur a donné rendez-vous pour le mois de septembre prochain, époque à laquelle se tiendra, à Bordeaux, une foire semblable à celle de Lyon.

Trente-quatre avions ont bombardé Zeebrugge

Amsterdam, 22 mars. — On mande de la frontière au *Telegraaf* en date du 21 mars, que 34 avions étaient clairement visibles durant le bombardement de Zeebrugge.

Un sous-marin a été aperçu près des eaux territoriales hollandaises tenant évidemment à éviter les points bombardés. Plus tard, un contre-torpilleur allemand était hâtivement remorqué en rade par un autre.

Le même jour, de nombreux marins allemands étaient transportés à Zeebrugge et à Bruges.

Une explication du torpillage DU "TUBANTIA"

Le *Times* relève l'explication qu'en donnait hier, dans les milieux financiers de la Cité, du torpillage du *Tubantia*.

Le *Tubantia* transportait en Amérique une très grande quantité de valeurs américaines qui devaient être vendues à New-York ou dans les républiques sud-américaines. Or, on sait que la flotte britannique a l'ordre de considérer comme contrebande de guerre tous les titres possédés par les Allemands et exportés en vue d'assurer à l'Allemagne un crédit à l'étranger. La seule manière, pour l'Allemagne, de se faire ouvrir de nouveaux crédits à l'étranger était donc de faire couler les navires qui transportaient ces titres. De cette façon, il devenait possible pour elle d'obtenir des duplicata des documents émis de l'autre côté de l'Atlantique pour le crédit des propriétaires de ces titres.

Au pays de l'ordre et de l'abondance

[Le récit qui suit est extrait d'une lettre saisie sur un soldat allemand fait prisonnier dans la région de Verdun.]

« Je vais maintenant te dire où nous sommes chez nous, en Allemagne. Il n'y a presque plus de beurre. A Oberchene-Weide, où je travaille, six magasins ont été, un samedi, pris d'assaut. Tout a été mis en pièces ; on a fait main-basse sur tout ce qui s'y trouvait, marmelade et fromage. Une rue était absolument envahie par la foule.

« Les gendarmes étaient presque ignominieux. L'un d'eux fit un discours, disant qu'en temps de guerre il était tout à fait inconvenant de faire la guerre à ses propres compatriotes, que le peuple allemand devait être uni, n'avoir qu'une volonté, et accepter tout sacrifice, afin de déjouer les plans des Anglais qui veulent nous affamer. Alors, les gens ont si bien rossé le gendarme qu'il est resté étendu sur place et qu'il a fallu l'emporter dans une voiture d'ambulance.

« Vingt sergents de ville à cheval sont venus de Berlin au secours des gendarmes et ont mis sabre au clair. Une femme qui emportait une brassée de boîtes de conserves reçut d'un agent tant de coups de plat de sabre qu'elle laissa tomber par terre toutes ses boîtes de conserves qu'elle ne voulait pas lâcher. Je m'arrête, j'en aurais trop à te dire.

« Mais je suis surpris que tu n'aies pas reçu de lettres de moi. Nous t'envoyons colis sur colis et tu n'en reçois aucun. C'est un vrai scandale. »

La question alimentaire

Berne, 22 mars. — Le *Morgen Post* du 21 mars constate que les débus de la carte du beurre n'ont pas été brillants à Berlin. On continue à voir comme autrefois de grandes files de femmes et d'enfants qui attendent à la porte des boutiques. Le journal exprime l'espoir que cette situation ne se prolongera pas.

Berne, 22 mars. — D'après les *Dernières Nouvelles de Leipzig*, la quantité de beurre attribuée à chaque habitant de Leipzig pour la présente semaine est de nouveau réduite d'un demi-quant de livre. La carte de sucre est instituée à partir du 22 mars. Chaque habitant aura droit à une demi-livre de sucre par semaine.

La Suisse émet un arrêté qui n'arrêtera rien

Berne, 22 mars. — Le Conseil fédéral a pris un arrêté concernant les faux certificats d'origine des marchandises. Aux termes de cet arrêté, quiconque falsifie des certificats d'origine ou emploie sciemment des certificats d'origine pour des marchandises auxquelles ils ne s'appliquent pas, ou fait usage sciemment de certificats d'origine contrefaits ou falsifiés, sera passible d'une amende allant jusqu'à 5.000 francs ou d'emprisonnement jusqu'à un mois, à moins que le droit pénal cantonal ne prévoie une peine plus grave. Les deux peines peuvent être cumulées.

[Reste à savoir si les délinquants passeront devant les juges qui ont acquitté les deux colonels suisses-allemands, ou devant ceux qui ont condamné à treize mois de réclusion M. Froideveaux, Suisse français.]

Le général Botha au général Joffre

Le Cap, 22 mars. — Le général Botha a télégraphié au général Joffre pour lui exprimer au nom des Sud-Africains, sa grande admiration pour la glorieuse résistance de la noble armée française qui ajoute de nouveaux lauriers à ses brillants exploits. Dans ce télégramme, le général Botha exprime ses regrets pour les héros tombés au champ d'honneur, disant que Dieu couronnera leurs efforts par la victoire finale. Le général Joffre a répondu en remerciant, au nom des armées françaises,

A Verdun

M. Clemenceau (*Homme enchaîné*) explique aux Boches « qu'ils ne passeront pas ». Ils ont tout escompté, sauf ces soldats de France que les lyriques comparent à une barrière d'airain ou de granit, et les familiers à « un bec de gaz » :

Aucun moyen ne fut épargné. Gaz asphyxiants, liquides enflammés — le dernier argument de la barbarie — tout en vain. Un officier supérieur écrit quelle fut son indicible stupeur en voyant ses hommes charger à la baïonnette à travers les flammes, sur des cadavres carbonisés. Il ne trouvait pas de mots pour dire son admiration. J'ai souvent écrit que nos soldats ne seraient pas déçus. On eût pu prévoir qu'ils iraient au delà des extrêmes du possible ? Je me demande si nous ferons jamais assez pour eux, pour leur foyer, pour leurs enfants. En ces hommes de surhumain devait se faire, un jour, la grande réconciliation française.

Outre nos soldats, écrit M. Clemenceau, il va falloir compter de plus en plus avec ceux de nos alliés :

Qu'ils se portent nos Boches, ils trouveront quelqu'un pour leur répondre. Ces derniers jours peuvent leur donner un avant-goût de la conversation. Leur front est deux fois plus étendu que le nôtre. Ils n'échapperont aux « poilus » que pour tomber sous la main des « Roussis ». Libre choix. A chaque jour sa peine. L'affaire d'aujourd'hui est l'affaire de Verdun. Après celle-ci, autant d'autres que l'on voudra.

C'est-ils bien, les gens d'en face commentent-ils à s'inquiéter :

Il y a trois jours, certain sous-lieutenant était à son poste d'écoute. Voici textuellement ce qu'il entendit de la tranchée boche :

« Je voudrais tout de même bien savoir pourquoi les Allemands sont obligés de servir jusqu'à cinquante ans. Et pourquoi faire ? mon Dieu ! Quelle abomination ! »

Hervé contre Humbert

M. Gustave Hervé (*Victoire*) a déclaré la guerre au Sénat : deux mois durant, il combattit M. Clemenceau ; le voici qui déclenche contre M. Charles Humbert son offensive brusquée :

Après qui en avait, dans son article de lundi dernier, le sénateur Humbert ?

Il pourfendait, de sa poigne puissante, des canons ! Il paraît-il, ne sont pas aussi zélés que lui à répéter sur tous les tons : « Des canons ! des munitions ! » et il disait leur fait verbalement à ceux qui, dans leur optimisme béat, ont l'air de trouver que nous avons trop de canons et trop de munitions.

« Des canons ! des munitions ! »

« Parfaitement ! On n'en fera jamais trop. Seulement, ce qu'il faut que chacun sache, c'est qu'en ce moment, des canons et des munitions, nous en avons à foison, sous Verdun !

« O Jérémie, quel intérêt, en ce moment, en pleine bataille de Verdun, y a-t-il de laisser croire le contraire à notre peuple et à nos soldats ?

La Paix ?

M. Ribot en a parlé. Il a dit à la tribune qu'on commence à « en entrevoir le terme ». De quelle paix ? demande-t-on. Il ne saurait s'agir que de la nôtre. Que signifie au juste ce pronostic ministériel ? Selon M. Clemenceau, il n'en faudrait rien inférer :

Cela avait à peu près le même sens que

Pour notre expansion économique

La commission nommée par l'« Association nationale d'expansion économique » a tenu, hier, sa première séance sous la présidence de M. Guist'hau, député, ancien ministre du commerce.

Après lecture de deux importants rapports de MM. de Roussiers, professeur à l'École des sciences politiques, et de Segogne, avocat au Conseil d'Etat, exposant la situation présente, au double point de vue économique et juridique, la commission a réglé l'ordre de ses travaux et s'est divisée en deux sections dont les propositions seront ultérieurement soumises aux Chambres sous forme de propositions de loi, par ceux de ses membres qui appartiennent au Parlement.

LES SPECTACLES

Cet après-midi :

OPÉRA. — 2 h. 30. — Judith de Béthulie ; le 1^{er} acte de Samson et Dalila ; le 2^e acte du Miracle ; le Roman d'Estelle.
OPÉRA-FRANÇAIS. — 1 h. 30. — A qui révent les jeunes filles ; les Brebis de Panurge ; les Caprices de Marianne ; le ne faut jurer de rien.
OPÉRA-COMIQUE. — 1 h. 30. — Manon.
OPÉRA. — 1 h. 30. — Cinq ; le Légataire universel.
THÉÂTRE-LYRIQUE. — 2 h. 15. — Les Mousquetaires au Couvent.
THÉÂTRE Sarah-Bernhardt, Vaudeville, Porte-Saint-Martin, Variétés, Réjane, Palais-Royal, Renaissance, Gaîté, Théâtre Antoine, Gymnase, Châtelet, Capucines, Cluny, Déjazet, Grand-Guignol, Folies-Bergère, mêmes spectacles que le soir.

Ce soir :

COMÉDIE-FRANÇAISE. — 8 h. — Le Dédale.
OPÉRA. — 8 h. — Chatterton ; Les Grandes Dames.
OPÉRA-COMIQUE. — Relâche.
VAUDEVILLE. — 8 h. 30. — Cabiria.
TH. SARAH-BERNHARDT. — 8 h. 45. — La Tour de Nesle.
GAIÉTÉ. — 8 h. 30. — Coralie et Cie.
GYMNASE. — La Layette.
PALAIS-ROYAL. — Le Poliu. — Hortense a dit j'm'en f...
VARIÉTÉS. — 8 h. 30. — Le Dindon.
PORTE-SAINT-MARTIN. — 8 h. 45. — La Femme nue.
TH. REJANE. — 8 h. — 1914-1917. — La Femme nue.
THÉÂTRE ANTOINE. — 8 h. 30. — Nono.
ATHÉNÉE. — 8 h. 30. — Le Coq en pâte.
RENAISSANCE. — 8 h. 30. — Un Nid de Noces.
CHATELET. — 7 h. 50. — Les Exploits d'une petite Française.

NOUVEAU-AMBIGU. — 8 h. 30. — Ma Tante d'Honfleur.
APOLLO. — 8 h. 30. — La Cocarde de Mimi Pinson.
TRIUMPH-LYRIQUE. — 8 h. 15. — Mam'zelle Nitouche.
FOLIES-BERGERE. — 8 h. 30. — A la Parisienne !
OLYMPIA. — 8 h. 30. — Spectacle varié.
CONCERT MAYOL. — 8 h. 30. — Spectacle varié.
MONCEY. — 8 h. — Si j'étais Roi.
ALHAMBRA. — 8 h. 30. — Attractions.
CLUNY. — 8 h. 30. — Coquin de Printemps.
DEJAZET. — 8 h. 15. — Paris aux Quinze, revue.
FOLLIES. — 8 h. 30. — Les Fiancés de Tossie.
GRAND-GUIGNOL. — 8 h. 30. — Le Cyclope ; la Maison dans la brume ; l'Homme qui fut aimé.
SCALA. — 8 h. 20. — Hardi, les bleus !
CIGALE. — Relâche.
EDOUARD. — 8 h. 15. — La Cravatte.
BA-TA-CLAN. — 8 h. 30. — Le Voyage de Corbillon.
EUROPEEN. — 8 h. 30. — Ce pauvre M. Couleau.
GAIÉTÉ-ROCHEBOURG. — La Pie qui chante, Th. des Deux-Masques, Casino de Paris et Noûveaux-Cirque, à 8 h. 30. Attractions.
OMNIA-PATHE. — Spectacle varié de 2 à 11 h.
ARTISTE-CINÉMA PATHE. — 8 h. 30. — Matinée jeudi, dimanche, 2 h. 30.

s'il avait dit le contraire. Vulgaire diversion d'orateur embarrassé. La-dessus, un journal munichois s'empresse d'afficher une dépêche de Paris portant ces simples mots : « La fin de la guerre. » Toute la ville en l'air. Il fallut bientôt déchanter. Avant de censurer les autres, l'honorable ministre des finances ferait bien d'exercer sur lui-même sa critique éminente.

MM. Henry Bérenger (*Paris-Midi*) et Léon Bailby (*Intransigeant*) attachent à la parole de M. Ribot une importance plus haute. Le premier écrit :

« Un homme de l'âge et du caractère de M. Ribot n'a pas coutume de parler pour ne rien dire ou pour dire des riens.

« Et le ministre des finances n'aurait évidemment pas choisi la tribune nationale pour ce genre d'exercices.

« Si donc M. Ribot a cru devoir annoncer qu'il apercevait la fin de la guerre, c'est qu'il avait de sérieuses raisons pour faire au Parlement cette communication.

Et M. Bailby :

« Ne prenons ces paroles que pour ce qu'elles sont. Certes, elles ont un sens, et très précis. Quand on se tient à égale distance de l'optimisme béat et endormeur et d'un pessimisme décourageant, on ne peut pas ne pas voir que l'offensive manquée de Verdun révèle chez les Allemands un appauvrissement de leurs effectifs en hommes qui doit forcément influer sur le reste de la campagne.

« Le jour où l'Allemagne se réveillera à la fois démoralisée et atteinte dans sa force armée, ayant du même coup perdu sa confiance et la résistance de ses effectifs, de ce jour-là, on peut apercevoir, dans un avenir peut-être encore éloigné et toutefois certain, le terme de la guerre.

Le sauveur de l'armée serbe

Le *Figaro* fait fête au prince de Serbie, M. Capus écrit :

Paris a reçu le prince Alexandre de Serbie avec sa manière des grands jours, qui montre autant d'intelligence que d'enthousiasme. C'est la première fois, depuis 1914, que notre ville se détend. Devant un jeune homme héroïque, elle a retrouvé sa belle cordialité pour crier au vaincu : « Tu seras roi ! »

Et M. Fitz-Maurice, rappelant le rôle du prince lors de la retraite :

Infatigable, il allait sans cesse en avant pour préparer les cantonnements, revenir à l'arrière pour remonter les énergies abattues, remanent les trainards, véritable chien de berger montant la garde autour de son troupeau. Sans cesse à cheval, veillant à tout, suppléant tout le monde, son illustre père qui a dû vivre dans une litière le lamentable exode, les valeureux voyode Putnik épuisés par l'âge, il n'accepta de se reposer que lorsqu'il vit son dernier soldat à bord du navire où il s'embarqua lui-même.

L'appoint de nos Alliés

Tout en rendant hommage aux efforts de nos bons alliés, M. Charles Humbert (*Journa*) incite discrètement certains d'entre eux à nous aider mieux encore :

« Le moment n'est-il pas venu, s'écrie-t-il, où nos compagnons de lutte vont dire à la France : « Assez ! Sois maintenant ménagère de ton sang ! Nous avons besoin de la vie, de ton intelligence, de ton travail. A nous l'honneur de combler les vides qu'a faits la bataille dans les rangs de tes soldats ! A nous l'honneur de nous associer de plus près encore à ton glorieux destin ! C'est pour nous que nous combattons en combattant pour toi ! »

Urétrites

PAGÉOL

ANTISEPTIQUE ÉNERGIQUE des VOIES URINAIRES

Guérit vite et radicalement

Supprime douleurs

ÉVITE TOUTE COMPLIATION

Comm. de l'Académie de Médecine

par le Professeur LABARDETTI, Médecin principal de la Marine, anc. Prof. à l'École de Médecine navale.

Labor. de l'URDONAL, 214, R. de Valenciennes, Paris.

1/2 Botte : fr. 6 fr. Grande Botte : 10 fr. — Etranger 7 et 11 fr.

BANQUE DE FRANCE

VENTE DE TITRES A LONDRES

Les ordres de vente de titres sur le marché anglais sont reçus à la Banque de France, 25, rue Radziwill, Paris, et dans ses succursales.

Sont seuls admis les ordres donnés par des Français concernant des titres cotés à Londres, timbres français ou non.

Les donneurs d'ordre doivent justifier que ces titres se trouvaient déjà en leur possession antérieurement au 1^{er} août 1914 ou sont demeurés sans interruption depuis cette date en la possession de Français.

Les titres sont remis à l'appui de chaque ordre. La Banque se charge de leur régularisation pour le compte du donneur d'ordre au point de vue timbre anglais, s'il y a lieu.

La Banque de France prend à sa charge les frais d'envoi et d'assurance ; elle ne perçoit, pour l'ensemble de l'opération, aucune commission d'aucune sorte et ne décompte au vendeur d'autres frais que ceux qu'elle paie elle-même à Londres.

Lorsque l'ordre a été exécuté à Londres, la Banque en avise le donneur d'ordre et le règlement en est effectué à Paris, par la Banque de France en francs, au cours moyen du change à vue du jour où le produit de la vente est porté par la Banque d'Angleterre au crédit de la Banque de France.

La date du règlement est subordonnée aux usages de la place de Londres.

VARICES

immédiatement et radicalement soulagées par le post-régulateur des vaisseaux, V.A. CLAVERIE, Fabricant national des Bas élastiques de V.A. CLAVERIE, 234, Faubourg Saint-Martin, PARIS. Lier l'intéressé aux Varices, envoyez gratuitement sur demande, ainsi que la façon de prendre les mesures et tous renseignements détaillés.

Le gérant : ANTOINE KLEYENBOS

Imprimerie WELMORF et ROGEE

16-18, rue Notre-Dame-des-Victoires, Paris.